

Vladimir Poutine pourrait ordonner des frappes aériennes en Arabie Saoudite et au Qatar

écrit par Alain de Catalogne | 26 novembre 2015



Bien sûr, il ne s'agit que d'une menace, qui a pour but, en la présentant devant le conseil de l'ONU, de mettre dans l'embarras les alliés de l'Arabie Saoudite et du Qatar, suivez mon regard ! Il est fort ce Poutine en stratégie ! Et qui plus est la Turquie pourrait elle aussi faire partie des cibles de Poutine. En tout cas, c'est ce que prétend Algérie patriotique :

ALGERIE PATRIOTIQUE

Vladimir Poutine pourrait ordonner des frappes aériennes en Arabie Saoudite et au Qatar

ARTICLE | 23. NOVEMBRE 2015 – 8:21

Le président Vladimir Poutine avec des hauts gradés de l'armée russe. D. R.

Selon le quotidien russe *La Pravda*, la Russie n'exclurait pas de recourir à une intervention militaire contre deux pays qu'elle accuse de servir de base arrière pour les groupes islamistes armés dont ils financent les activités.

Pour Moscou, l'Arabie Saoudite et le Qatar représentent une menace pour sa sécurité et seules des frappes directes contre ces groupes dans ces deux monarchies du Golfe pourraient stopper la déferlante de Daech et des autres mouvements terroristes de même obédience.

Le journal russe croit savoir que l'intervention militaire de la Russie en Syrie, dans laquelle ont été utilisées des armes stratégiques, «est un signal lancé aux pays qui soutiennent le terrorisme». Ainsi, l'armée russe ne compte pas se limiter à la seule Syrie et devrait étendre ses opérations antiterroristes à d'autres pays du Moyen-Orient. La Russie s'acheminerait vers un élargissement du champ d'action de son armée de l'air en visant la matrice même du terrorisme islamiste, au cœur des deux pays qui en sont les principaux bailleurs de fonds depuis les années 1980.

Si aucun lien direct n'est prouvé entre les régimes saoudien et qatari avec Daech, les experts s'accordent à dire que des institutions «indépendantes» dans ces deux richissimes monarchies du Golfe concourent, depuis plusieurs années déjà, au renforcement des groupes islamistes armés en Irak, en Syrie et, plus près de chez nous, en Libye et dans la région Sahel, infestée par une pléthore d'organisations terroristes.

La Russie envisagerait, toujours selon le média moscovite, de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité où elle demanderait un mandat de l'ONU pour mener ses frappes aériennes en Arabie Saoudite et au Qatar. Un mandat que la Russie sait d'ores et déjà qu'elle n'obtiendra pas, mais une telle démarche viserait à piéger les alliés occidentaux de ces deux pays qui se trouvent au banc des accusés depuis les derniers attentats sanglants de Paris et qui ont fait 130 morts.

La décision de mener des frappes aériennes hors de Syrie serait intervenue, selon *La Pravda*, suite à l'attentat qui a ciblé un avion civil battant pavillon russe en Egypte. **Moscou**

compte appliquer l'article 51 de la Charte des Nations unies qui considère comme «droit naturel» la «légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales». L'article 51 stipule, par ailleurs, que «les mesures prises par des membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil (...) d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales».

Un troisième «ennemi» est dans le collimateur de la Russie : la Turquie. Une extension de la guerre à ce grand pays, aux portes de l'Europe occidentale et membre de l'Otan, signifierait que la guerre en Syrie prendrait la forme d'un conflit généralisé, comme l'avait prédit Damas. Plusieurs raids ont déjà été menés au plus près des frontières turques – et même au-delà – ces derniers jours.

Le monde n'a jamais été aussi proche d'une troisième guerre mondiale depuis la crise des missiles, il y a 53 ans.

Karim Bouali